

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1231

Artikel: Extrême droite : un rapport nécessaire
Autor: Bory, Valérie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015657>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un rapport nécessaire

L'étude qu'Arnold Koller a commanditée dresse un portrait exhaustif de la nébuleuse brune et ne se prive pas de désigner la dérive populiste de trois grands partis gouvernementaux et en particulier de l'UDC, dont le poids croissant se confirme. La polarisation qui se dégage des élections fédérales donne raison aux auteurs.

RÉFÉRENCE

L'extrême droite en Suisse, Organisations et radicalisations au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, préface du conseiller fédéral Arnold Koller. Urs Altermatt, Hanspeter Kriesi, Ed. Universitaires, Fribourg. A paraître.

(vb) Embarquement pour l'extrême droite, des fascistes traditionnels aux skinheads, en passant par les groupes nationaux-révolutionnaires, les fronts, les révisionnistes.

On ne s'étonnera pas de se trouver en compagnie d'un vieux cheval de retour, le Lausannois Amaudruz, «animateur» du NOE (Nouvel Ordre Européen). La Nouvelle droite suisse, elle, se calque servilement sur la Nouvelle droite française et naît à Genève au début des années 70: un de ses animateurs est le Genevois Pascal Junod. De nombreux groupuscules, à la symbolique celtique, viking, indo-européenne, néo-paganiste et autre côtoient dans cette sinistre typologie une Association des amis de Robert Brasillach, c'est-à-dire le bon vieux fascisme à la française. Toutes ces charmantes coteries ont des ramifications internationales et des publications où coule leur venin.

En Suisse alémanique on voit plutôt s'agiter les antennes de la Nouvelle droite allemande et les skinheads. L'étude mentionne au passage Emil Rahm, membre de l'UDC, très actif dans la campagne contre la loi antiraciste en Suisse, il n'y pas si longtemps, et sa revue *Memopress*, perpétuant les thèses de la conspiration mondiale des juifs, de la haute finance et de la franc-maçonnerie.

L'AN est partout

Vers la fin des années 80 se sont encore créées différentes organisations, dont l'idéologie s'inspire des mouvements frontistes des années trente. Ainsi le trop médiatisé Strebel (aujourd'hui out) et son Front Patriotique, formé de quelques membres du Ku Klux Klan, qui s'est distingué par des attaques contre des foyers de requérants d'asile. Strebel était encore membre de l'Action nationale en 1988: on voit comment les affinités jouent. Des membres romands de l'AN, parti qui s'est refait une virginité aujourd'hui sous le nom de Démocrates suisses, on ne le répètera jamais assez, ont fait partie de la Coordination nationale, organisation faïtière de l'extrême droite suisse,

La Suisse italophone n'est pas citée dans ce catalogue des extrémismes de droite, «par manque de données sûres», sauf la Lega, qualifiée de populiste.

Recensant différentes formes de violence allant des attentats aux menaces, en passant par la profanation de lieux sacrés, les chercheurs constatent que si les événements se soldent par mort d'hommes sont couverts

par la presse, les autres formes de violence sont juste mentionnées sur le plan local. Volonté de dédramatiser ou peur de l'entorse à l'image consensuelle?

Il ressort de l'étude que l'extrémisme de droite est responsable, entre 1988 et 1993, de 13 morts et de 145 blessés. Des actes, survenus surtout en Suisse alémanique, et restés le plus souvent impunis. Sur les 409 événements violents recensés par les chercheurs, seuls 75 ont été suivis d'une ou plusieurs arrestations. Parmi les groupes identifiés: le Front Patriotique, le Parti National Révolutionnaire, le Ku Klux Klan, mais également l'Action Nationale/Démocrates suisses, instigateurs d'événements ou directement impliqués.

Une xénophobie qui devient présentable

L'extrême droite en Suisse se résume à quelques centaines de personnes seulement. De quoi minimiser le phénomène. Pourtant, ailleurs, le terrorisme montre qu'un chiffre ridicule de personnages déterminés peut fort bien déstabiliser un pays...

Le glissement du discours xénophobe dans le discours «officiel» (des partis) est tout aussi préoccupant. Il faut noter que les trois grands partis bourgeois ont repris à leur compte l'une des principales revendications des anciens partis xénophobes – l'Ueberfremdung – par un artifice. Un glissement sémantique notable s'est opéré; on est passé de l'«emprise étrangère» au «quota» d'étrangers, plus politically correct.

Le phénomène sert la polarisation des forces politiques. La tendance se dessinait déjà, comme le remarque l'étude, après le référendum de juin 1994 concernant la naturalisation facilitée des jeunes étrangers, refusée par les cantons. Les partisans de la gauche approuvaient nettement la loi, (PS 90%, PES 67%), les votants PDC et PRD aussi, dans une moindre mesure (69% et 59%). Les partisans de l'UDC la rejetaient à près de 70%, dans la même proportion que ceux du Parti des automobilistes et des Démocrates suisses. Même constatation pour le vote sur la loi antiraciste de septembre 94. Dans le même temps, les actes de violence contre les requérants d'asile diminuaient fortement (depuis 1992). Une coïncidence frappante.

La défaite aux élections fédérales de l'extrême droite (DS/Parti de la liberté/Lega) profite à l'UDC, qui s'y substitue, comme le pronostiquaient les auteurs du rapport. ■